

16 mai  
1944

Monsieur S. Bonneau, Avocat,  
Gravelbourg,  
Sask.

Cher monsieur Bonneau,

Je viens de recevoir une lettre du Premier Ministre me demandant, d'une façon pressante, si je pourrais me rendre vous donner un coup de mains pour les élections. Il me dit que la lutte va être très sérieuse et que les libéraux ont besoin de toute l'aide dont ils peuvent disposer. Je sais qu'un bon nombre de nos Canadiens-Français ont une forte tendance envers le C.C.F. Je le sais parce que je reçois assez souvent, à Montréal, de la visite de nos gens de l'Ouest et il m'a été facile de me rendre compte des sentiments d'un certain nombre d'entre eux.

Dans l'Ontario, à l'élection provinciale, le vote canadien français a été accordé, en grande majorité, au parti C.C.F. dans tout le nouvel Ontario et dans toute la région de Sudbury, et les libéraux sont à même à perdre les deux comtés canadiens de Prescott et Russell. Il y a là peu de doute que vous aurez beaucoup de difficultés avec le vote canadien français de la Saskatchewan.

Cependant, je ne crois pas possible de répondre à l'invitation qui m'est faite et ceci pour deux raisons. La première, c'est que ma santé est très peu brillante. Maurice pourrait vous en dire quelque chose. Je ne viens au bureau qu'une couple d'heures par jour. On prétend que j'ai fait sur surménage pour lequel je paie actuellement. C'est donc le repos aussi absolu que possible. Ceci est l'une des raisons invoquées.

La deuxième raison, c'est que je suis en m..... après les libéraux. Depuis un an, nous travaillons pour avoir des postes français de radio dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Depuis dix ans, nous essayons d'obtenir un peu plus de français par le poste de Watrous sans

jamais y parvenir. On ne nous donne qu'à peine une heure par jour et encore il faut se battre continuellement pour maintenir cette heure de français. Nous pensions régler la situation en bâtissant nous-mêmes nos postes, sans demander un sou à qui que ce soit, mais pour bâtir il faut obtenir des permis qui doivent être recommandés par le bureau des Gouverneurs de Radio-Canada, être émis ensuite par l'entremise du ministère dont monsieur Howe est le titulaire.

Depuis trois mois, nous avons fait jouer toutes les influences. Le député Tucker de Rosthern a fait parti d'une délégation auprès du gouvernement. Le Cardinal est intervenu, l'Archevêque de Montréal en a fait autant ainsi que tout un groupe de députés et de sénateurs. Mais ces messieurs de Radio-Canada nous ont dit que le français n'était pas une langue officielle en dehors de Québec et que nous n'avions aucun droit dans les provinces de l'Ouest, même au point de vue fédéral. Ils ont fini par nous accorder l'autorisation de construire un poste à St-Boniface, mais rien dans la Saskatchewan et l'Alberta. On ne nous a pas refusé totalement, mais la motion qui a été votée porte que lorsque le poste de St-Boniface aura été bâti et qu'il aura fait ses preuves on verra alors ce qui pourra être fait avec les postes demandés pour les deux autres provinces.

Je vous avoue que je ne suis pas d'humeur à aller chanter les louanges du parti libéral même en Saskatchewan lorsqu'on semble ne pas tenir compte de notre existence. Madame Sutherland, autrefois de [redacted] et qui habite maintenant la Colombie Anglaise, fait parti du bureau des gouverneurs et ce fut elle qui se montra la plus enragée contre nous avec M. Parker qui, si je ne me trompe pas, est président du Wheat Board ou du Wheat Board au Manitoba.

A la suite de cet incident, je lâche complètement le parti libéral fédéral et je me suis placé à la disposition de l'Honorable Cardin et de l'Honorable Drouin, ministre du Commerce dans le cabinet Godbout, dans l'intention, à l'élection fédérale, de former un groupe de libéraux dissidents.

Ce sont des informations qu'il m'est difficile de fournir à l'Honorable Peterson, mais ce sont ces questions de Radio-Canada qui m'empêchent de me rendre à votre appel. La santé est mauvaise c'est vrai, mais si on nous accordait les postes de Gravelbourg et de Prince Albert que nous demandons et que nous sommes prêts à bâtir avec notre argent, je serais rendu en Saskatchewan d'ici la fin du mois quel que soit mon état de santé. Les libéraux ne peuvent pas espérer nous traiter à coup de bâton comme on vient de le faire à Radio-Canada et nous demander ensuite notre support. Je n'ai pas objection à ce que vous donniez ces détails à l'Honorable Peterson par lequel j'ai la plus sincère sympathie.

Je demeure, cher monsieur Bonneau,